

## **Intervention Budget 2014 Culture : Nabila Kéramane**

Monsieur le Président, Monsieur le Vice Président, mes chers collègues,

Le budget Culture que vous nous proposez cette année s'élève à plus de 95 millions en Autorisation de programme et d'engagement et plus de 81 millions en crédit de paiement, en tant que présidente de commission je ne peux que m'en réjouir. Et je félicite sincèrement le vice-président, qui a su défendre la place de la politique régionale culture malgré les contraintes budgétaires.

Et n'en déplaise à certains qui voudraient sacrifier les crédits de la politique régionale culture sous prétexte démagogique que ce n'est pas la priorité en tant de crise, voilà une proposition budgétaire courageuse et fidèle aux engagements de notre majorité.

Mais au-delà d'être courageuse, cette proposition est avant tout cohérente pour celles et ceux qui portent les valeurs d'éducation, de transmission, d'ouverture aux autres et au monde comme socle indispensable au bien vivre et mieux vivre ensemble, valeurs garantes d'un lien social nécessaire au pacte républicain comme à la communauté humaine.

En ces temps de crise économique, sociale et écologique et alors même que nos sociétés n'ont jamais été, excusez ce jeunisme, aussi connectées, nous assistons pourtant à des replis identitaires de tout ordres des plus inquiétants, aggravé par la défiance de la chose politique chez les citoyens, et la perte de sens au profit du frénétique culte matérialiste.

La culture n'est pas un luxe, mais alors une nécessité, un rempart contre le délitement d'une civilisation.

La culture c'est tout ça, mais pas seulement, si aussi et surtout dans notre région un secteur d'activité des plus attractifs économiquement, vivier d'emplois durables et non délocalisables, permettant par ailleurs une insertion professionnelle de plusieurs franges de la population francilienne parfois mis au banc de la vie active.

Comment comprendre alors les postures de certaines formations politiques de cette assemblée qui d'une part demandent de défendre l'emploi et d'autre part rédigent des amendements de suppression des crédits à des organismes œuvrant dans ce sens. Faut-il leur rappeler que le secteur culturel représente 5,5% de l'emploi francilien et qu'à ce titre la Région s'engage de façon significative sur cette question, à travers les médiateurs culturels, les emplois tremplins, les emplois d'avenir, etc.

Nous le savons pourtant, le secteur culturel tient une place toute particulière en Ile-de-France, c'est un atout économique qui permet un rayonnement national et international.

En termes d'emplois, l'Île de France représente à elle seule, 49 % des emplois culturels en France.

Le secteur du Cinéma et de l'audiovisuel seul permet d'employer plus de 130000 personnes en Ile-de-France.

Alors je persiste et signe, si on veut soutenir l'attractivité économique de notre territoire, créer de l'emploi, cela passe par un accompagnement régional du secteur culturel à la hauteur des enjeux. Un accompagnement qui passe avant tout par la sécurisation de filière dans ce secteur majoritairement associatif, qui prend de fouet la baisse des dotations de l'Etat. C'est avec des initiatives telles que notre nouvelle politique en faveur des arts de la rue et de la piste que l'on pourra relever le défi.

D'autres chantiers sont à mon sens important à entreprendre pour rendre plus perfectible encore notre politique régionale Culture.

En tant qu'élue d'une commune rurale, je pense évidemment à la question épineuse du maillage territoriale de l'accès à la culture. Je sais que le vice-président, comme tous les élus de notre commission culture sont sensibles à cette problématique. Mais force est de constater que la répartition du soutien régional entre les différents départements d'Ile-de-France reste inégale. Evidemment pour des raisons matérielles, ma commune du Vésinet par exemple n'a pas la prétention d'accueillir la même offre culturelle que l'hyper centre parisien, elle n'a même pas la prétention d'avoir le public de l'hyper centre.

Néanmoins, ne faut-il pas considérer le problème de l'autre côté du viseur, et se dire que la première des missions de la Région, à notre échelon institutionnel est avant tout de combattre les déséquilibres territoriaux.

Et qu'à ce titre, des réflexions sur les modalités d'intervention de l'aide régionale doivent se faire pour mettre en place un système de bonification des aides selon la situation géographique, sociale ou écologique (j'y reviendrai plus tard) du projet soutenu...

Dans la même logique, doit-on continuer à financer dans les mêmes conditions des festivals qui ont une billetterie de plus de 118 000 spectateurs, et qui existe depuis plus de 10ans, alors que des festivals plus modestes sont contraints de mettre la clé sous la porte faute de moyens suffisants pour rééditer l'année suivante la manifestation. Cette année encore cette inégalité se fait ressentir dans les chiffres, quand on constate que le département des Hauts-de-Seine a recueilli 33,3% des aides aux festivals, alors que les Yvelines n'ont eu que 3,3% de cette aide.

Enfin et en cohérence avec cette réflexion qui j'espère permettra d'impulser un travail de critérisation des aides, j'ai dit que j'y reviendrai, la question de la transition énergétique du territoire !

La politique en faveur des Fabriques est pour moi indirectement une des façons d'y répondre, en favorisation la mutualisation des moyens et en se réappropriant le milieu urbain ou les terres artificialisées laissées en friche. C'est à ce titre que mon groupe a souhaité déposer deux amendements avec le Front de gauche pour rappeler l'importance de soutenir ce dispositif.

Mais la transition énergétique du territoire ça peut-être bien plus que cela dans le secteur culturel. Et là encore, je souhaiterai qu'une véritable réflexion soit menée pour valoriser et récompenser les projets les plus vertueux en matière d'écoresponsabilité, cela implique aussi les équipements évidemment...

Pour reprendre l'exemple des festivals, nous le savons certains mettent en place des bonnes pratiques en matière environnementale, tels que la promotion du covoiturage, le tri sélectif, un système de consigne des gobelets, des toilettes sèches, etc. D'autres festivals sont plus volontaristes encore comme We love Green qui définit toute sa manifestation autour de la sensibilisation à l'écoresponsabilité. D'autres enfin, comme le festival Menil'Fest ont pour ambition d'innover en la matière en s'équipant d'une scène fonctionnant exclusivement à l'énergie solaire.

Paradoxalement, aujourd'hui ces efforts ne sont pas récompensés dans les dispositifs existants de la politique culturelle régionale.

L'objectif de transition écologique de la Région doit aujourd'hui pouvoir réparer ce manque institutionnel et proposer dans ses dispositifs des moyens de prioriser, de valoriser et de promouvoir ces bonnes pratiques.

Donc pour terminer mon propos, j'approuve cette proposition de budget 2014 que je trouve courageuse, et j'espère que cette année nous pourrons aller encore plus loin en nombre de projets soutenus, de création ou de sécurisation d'emplois, d'équilibre territorial dans l'accès à la culture, et évidemment en matière de conversion écologique de ce secteur riche de créativité.

Je vous remercie.